

Le Burundi libère 4.000 détenus pour désengorger ses prisons

Arrib News, le 27/11/2024 à 10h Source AFP Le Burundi a annoncé avoir libéré ces dernières semaines quelque 4.000 détenus accusés de "crimes mineurs" pour désengorger ses prisons surpeuplées. Ce programme lancé mi-novembre vise à libérer au total 5.442 personnes, a annoncé la présidence dans un message publié sur X. Les onze prisons que comptent le pays abritaient fin octobre 13.211 prisonniers pour 4.100 places, dans des conditions décrites comme "inhumaines".

Iteka, la plus ancienne ligue des droits de l'homme du Burundi, a regretté que cette mesure "laisse de côté les milliers de prisonniers politiques qui sont entassés dans les prisons". "Certains ont déjà purgé leurs peines mais ne sont pas relâchés", a regretté le président de la ligne Anschaire Nikoyagize. Le président burundais Evariste Ndayishimiye avait annoncé les milliers de libérations le 14 novembre, les justifiant notamment par "le coût exorbitant" de ces prisonniers. "Quelque 4.000 sur les 5.442 concernés sont déjà rentrés au sein de leurs familles", a précisé la présidence sur X, ajoutant qu'"un ultimatum de deux semaines aux responsables pour finaliser les formalités" avait été donné. Les conditions de détention dans le pays sont régulièrement dénoncées. "Nous pouvons passer plusieurs jours sans avoir de la nourriture, il n'y a pas de médicaments, la plupart des détenus dorment par terre, et les prisons n'ont pas suffisamment d'essence pour nous amener devant les tribunaux", a témoigné l'un d'eux à l'AFP sous couvert d'anonymat. "Nous apprécions de la mesure décidée par le président" a déclaré mardi le président de l'Association Solidarité des Prisonniers et leurs Familles, Jean-Marie Nshimirimana. "Mais nous constatons que ceux qui sont chargés de la mettre en application traînent des pieds", a-t-il ajouté.